

sociétés analogues, ultra-conservatrices ou de la droite. Nous sommes certes en droit de nous attendre que des représentants sérieux de la population ne se contentent pas d'employer de fausses étiquettes, mais qu'ils nous attaquent et qu'ils nous critiquent d'une façon constructive.

**M. Caouette:** Vous ne savez même pas de quoi vous retournez.

**M. MacInnis:** Monsieur le président, le député de Villeneuve nous est arrivé l'autre soir avec le même dictionnaire que voici, si je ne m'abuse, le petit *Oxford*, et il nous a lu la définition du terme «socialisme». Je tiens tout d'abord à signaler au comité que le dictionnaire ne renferme aucune mention du Crédit social. On peut donc supposer que ceux qui ont fait le dictionnaire accordent plus d'importance au socialisme qu'au Crédit social.

**M. Caouette:** Lisez la définition du christianisme et vous verrez en quoi consiste le Crédit social.

**M. MacInnis:** En second lieu, monsieur le président, j'aimerais faire remarquer aux honorables vis-à-vis et à nos autres adversaires qui nous reprochent, supposent-ils, d'être des socialistes, qu'il ne s'agit pas, encore une fois, de conflit entre le socialisme et la libre entreprise. Il importe d'abord de se poser la question suivante: est-ce un programme socialiste que préconise le Nouveau parti démocratique? Les observations qu'a formulées l'autre soir le député de Villeneuve et la définition du petit *Oxford* qu'il nous a lue indiquent la réponse. Dans un État socialiste, le gouvernement ou l'État nationalise et réglemente tous les moyens de production et les ressources de la société. Ce n'est pas ce programme que nous comptons présenter à la population. Nous n'avons pas l'intention d'adopter ces lignes de conduite.

Puis, monsieur le président, dans cette définition, on laisse entendre que dans une société socialiste les droits et libertés de la population sont détruits et supprimés. Encore une fois, je le répète, ce n'est pas le but du Nouveau parti démocratique. Au contraire, ce qui nous intéresse c'est de mettre un frein à la tendance monopolisatrice de la société capitaliste et d'élargir et d'étendre la liberté du peuple; élargir la liberté des Canadiens afin qu'ils puissent obtenir des logements suffisants et convenables, et toute l'instruction dont leurs enfants puissent bénéficier, indépendamment de leurs moyens financiers.

Permettez-moi de vous rappeler que M. Churchill qui, j'en suis sûr, est une figure beaucoup plus acceptable ici qu'Hitler ou Mussolini, a déjà dit: «Un homme est-il moins

[M. MacInnis.]

libre quand il est logé convenablement et vêtu convenablement? C'est le principe qui guide l'action du Nouveau parti démocratique. Nous disons: «Ne nous critiquez pas d'après ce que les autres disent de nous. Critiquez-nous pour ce que nous prétendons être, et pour ce que nous proposons.» A ce compte-là, nous serons disposés à accepter vos critiques.

Quel est au juste le programme du Nouveau parti démocratique? En résumé, que proposons-nous quand nous parlons des problèmes que posent la croissance économique et le chômage au Canada? Nous disons que le gouvernement fédéral, étant donné la société capitaliste, industrielle et automatisée dans laquelle nous vivons aujourd'hui, doit montrer la voie. Nous disons que le gouvernement fédéral doit intervenir dans l'économie afin de défendre, dans la mesure nécessaire, l'intérêt du bien commun des citoyens. Nous disons que nous adopterions une politique économique intelligente mais démocratique.

**M. Caouette:** Comment?

**M. MacInnis:** Cela n'est pas du socialisme classique, monsieur le président, mais si c'est cela le socialisme, alors je suis socialiste et fier de l'être. On peut citer, pour prouver la valeur et les bons résultats jusqu'à ce jour des genres de mesures que nous avons recommandées, ce que nous continuerons à faire, l'expérience qu'ont faite les pays d'Europe occidentale et la Suède en particulier. Un jour où j'aurai le temps j'entreprendrai les députés de la Suède.

**Une voix:** Vous ne connaissez rien de la Suède.

**M. MacInnis:** Mais il faut nous reporter aux observations formulées il y a quelques jours à la Chambre par le ministre du Travail qui s'efforçait de décrier la valeur et la réussite de la planification économique et démocratique en Europe occidentale. C'est vrai, oui elle fonctionne bien a-t-il dit, elle a bien réussi, mais vous, les socialistes, n'allez certes pas recommander que nous adoptions les mesures employées par des nations qui versent des salaires moins élevés que ceux que touchent les travailleurs canadiens.

Voilà un autre exemple de déclarations erronées et trompeuses faites par les conservateurs. Ils continuent à éluder la question. Ils refusent d'étayer leurs thèses par des preuves. Sans contexte, quel sens peut avoir l'expression: taux de salaire? Aucun. Un taux de salaire doit être rattaché au coût de la vie dans un pays. Le taux de salaire lui-même est sans importance. Ce qui importe, c'est un prix de revient peu élevé à l'unité de production et c'est sous cet angle que l'on peut comparer les normes des démocraties de l'Europe occidentale avec celles qu'on suit au